L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX: Rue de Chartres, No. 73. NOUVELLE-ORLEANS, SAMEDI MATIN, 15 AOUT 1868. Entre les rues Bienville et Conti.

DUFOUR & LIMER,
PROPRIETAIRES - EDITEURS

NOUVELLE-ORLEANS
SAMEDI MATIN, 15 AOUT.

Candidatures de la Démocratie Nationale.

POUR PRESIDENT
HORATIO SEYMOUR,
DE NEW-YORK.

POUR VICE-PRESIDENT:
FRANK P. BLAIR,
DU MISSOURI.

Electeurs pour l'Etat en général:
MX-GOUVERNEUR R. C. WICKLIFFE,
de Ouest Feliciana.
ISAIAH GARRETT,
de Concordia.

Remplaçants:
JAMES P. PEERET, de Jefferson.
JUGE J. N. LEA, d'Orléans.

Electeurs de District:

1er District Congressionnel	.....	A. SAMBOLA.
2me "	"	..... M. S. BRADY.
3me "	"	..... A. S. HERRON.
4me "	"	..... A. DeBLANC.
5me "	"	..... N. D. COLEMAN

Remplaçants:

1er District Congressionnel	.....	P. SHERBURNE.
2me "	"	..... GEO. W. RACE.
3me "	"	..... J. H. REINHARD.
4me "	"	..... E. N. CULLUM.
5me "	"	..... P. BELEMAN.
		J. H. BRIGMAN.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour les détails et l'heure, voir aux annonces.

Par le shérif, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs—Deux terrains situés dans le Troisième District, dans l'Ile Derbigny, à la Levée, entre les rues Bienville et Conti.

Par le shérif, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs—Un terrain de forme irrégulière, situé dans le Troisième District, dans l'Ile Derbigny, entre les rues Bienville et Conti.

Par Charles Fenner, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs—Le terrain de prix et améliorations, dans la rue Bourbon, entre les rues Conti et Bienville, connu sous le nom de Concorde (Royale), face à la rue Espagnole, accusant Wm. Connor.

Par S. Guinault, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs—un lot de terre dans le Deuxième District, rues St Philippe et Trémé, avec une maison en bois. Aussi, une portion de terre contiguë, avec une petite maison, dite, 66 pieds de front sur la rue Trémé, Deuxième District, entre le Couvent des Ursulines et la rue Francs-Bourgeois, et cinq portions de terre sur le Bayou Vermillion.

Par C. B. Fortier, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs—quatre terrains situés dans l'Ile Derbigny, entre les rues Bienville, Conti, Levée et Exposition.

Par C. B. Girardey, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs—un lot de terre situé dans le Quatrième District, dans l'Ile Derbigny, entre les rues Chippewa, Fulton, Ste Marie et Felicity Road—Aussi un morceau de terre dans la même District, l'autre partie d'un lot de terre désigné par le No 7, de Pilot No 48, borné par les rues Ste Marie, Septième, Lavaca et Sixième.

Par D. E. Wright, à 10 heures, au No 67 rue des Magasins—pas de fraises, framboises et groseilles, importés de France; aussi, baquets, bailles, couvercles de bailles.

Par Montgomery Brun & Co., dans les salles d'encan rue du Camp—vente régulière de meubles; et aux entrées de P. Lizar, rue Gravier, beau cheval de selle et de trait, beaux meubles, wagons, harnais, etc.

Par Bennett & Co, au No 16 de la rue de Chartres—marchandises sèches étrangères et américaines.

87 Actions vos congrétie et chocolaterie Mlle. Ernest Turpin, 93 Vieille-Levée.

ATTENTION!

☞ Le Shérif procédera aujourd'hui à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, à l'adjudication de deux terrains situés dans le Troisième District, dans l'île hibit hypothécaire de la somme de 63,000 et d'une équitable en diamant.

Voir aux annonces.

Annonces Politiques.

Le prix d'insertion des annonces politiques doit INVARIABLEMENT être acquitté d'avance dans nos bureaux.

Escamotage de la Souveraineté Populaire.

UN VETO RADICAL.

Le bill présenté par M. Carr, de la paroisse d'Orléans, bill qui ôte pour toujours à la Législature d'usurper le droit qu'a le peuple de la Louisiane de voter pour les électeurs présidentiels, a été lu avant hier pour la première fois, dans la Chambre. Cette première lecture n'a donné lieu à aucune discussion, mais cela ne veut pas dire que le bill sera adopté sans débat; nous nous attendons, au contraire, à voir l'opposition démocratique renforcée par quelques voix républicaines. La tentative faite pour priver tous les citoyens, sauves et nouveaux, du droit de voter pour l'électeur présidentiel, est tellement monstrueuse, tellement contraire aux principes avoués du parti duquel elle émane, qu'on reste stupéfait de l'audace de ses auteurs. Dans tout pays autre que celui-ci elle provoquerait un soulèvement général. Les nouveaux émancipés n'ont pas encore eu l'occasion de participer à une élection présidentielle et, quelles que soient leurs préférences, il est tout naturel qu'ils s'attachent à l'exercice de ce droit nouveau pour eux, une importance majeure ils doivent donc trouver mauvais qu'on l'enlève de part de leurs mandataires la prérogative que ceux-ci élevant d'accaparer à leur profit la première des prérogatives électorales, l'expression la plus haute et la plus directe de la souveraineté populaire. Mais les législateurs radicaux sont avant tout adeptes la maxime machiavélique "Qui veut la fin, veut les moyens" et ils ne voient évidemment d'autre moyen d'assurer les sept votes électoraux de la Louisiane à Grant et à Colfax que celui qui consiste à leur faire décerner d'emblée ces votes par une Législature dont la majorité leur est acquise à l'avance.

Cette manière de faire, qui est assez cavalière qu'impolitique, n'est pas du goût des républicains qui se piquent d'une certaine bienséance et d'un peu de pudeur. Nous avons déjà dit que le gouverneur radical de l'Alabama avait approuvé son veto au bill voté par la Législature de cet Etat dans le but de s'arroger le droit de nommer les électeurs présidentiels, et nous avons même cité quelques extraits de son message à ce sujet. Nous avons, aujourd'hui, sous les yeux le texte complet de ce document.

Le gouverneur admet tout d'abord que la Constitution donne, à la rigueur, à la Législature le droit de faire ce qu'elle a fait, et il fonde son objections sur des considérations de fait et d'équité. Nous sommes loin de partager son opinion sur le point de droit. La Constitution, en effet, l'exprime ainsi:

"Chaque *Etat* nommera, suivant la manière prescrite par la Législature, un nombre d'électeurs égal au nombre total de Sénateurs et de représentants auquel l'Etat aura droit au Congrès."

Il nous *Etat* dont se sert la Constitution précédé n'est nous semble, la question. Ceux qui l'ont employé n'ont pu lui attribuer évidemment qu'un sens. L'Etat c'est le peuple qui tout au moins le corps électoral qui représente politiquement le peuple. Ce ne peut donc être la Législature, ni le gouverneur, ni un comité, ni une ou plusieurs personnes qu'il plaîrait à la Législature de désigner pour exercer le plus important des droits accordés à l'Etat.

La Législature a le pouvoir de prescrire la manière suivant laquelle l'Etat procédera à la nomination, mais, de là à s'arroger le droit de faire directement la nomination pour l'Etat, il y a un abîme. L'exemple de la Caroline du Sud ne change rien à notre manière de voir. La nomination des électeurs présidentiels par la Législature a été considérée à l'esprit de toute la Constitution et à la lettre de la clause spéciale qui a trait à la matière.

Si nous différons d'opinion avec le gouverneur Smith sur la question de légalité, nous ne pouvons que rendre justice aux considérations pleines de sens qu'il invoque à l'appui de son veto. Nous reproduisons ici, pour l'instruction de nos législateurs, toute la partie de son message qui s'y rattache.

Toutes les républiques sont basées sur la doctrine que le gouvernement doit dériver son pouvoir du consentement des gouvernés."

Aux un parti, dans ce pays, n'a prochainement cette doctrine avec autant de persistance, on lutté avec autant d'énergie pour le faire adopter dans son sens le plus large, que ne l'a fait le parti républicain.

Ce parti est engagé, par le programme récemment adopté à la Convention de Chicago qui a nommé Grant et Colfax, à maintenir le suffrage universel des hommes dans les Etats qui ont été en rébellion. C'est à la requête des unionistes du Sud que le parti républicain de la nation a été graduellement amené à prendre cette position, sous le prétexte qu'il était nécessaire, pour la protection des unionistes des deux races, d'accorder aux gens de couleur le droit de vote. Dans les efforts faits pour garantir ce droit, un conflit s'est élevé entre le département fédéral et le département législatif du gouvernement national, et ce conflit a occasionné des convulsions dans le pays et a été par le point de causer une guerre civile. On peut dire, en vérité, que l'étendue complète et le résultat final de ce conflit ne peuvent encore être prévus.

"N'est-il pas remarquable que la première Législature républicaine, assemblée dans l'Alabama, dénie, en face des principes de son organisation, que chaque républicain profond avoir à voter, non seulement aux hommes de couleur, mais aussi aux blancs, le droit d'indiquer par leur vote leur choix pour un Président et un Vice-Président des Etats Unis et qu'elle prenne l'affaire en main en cet expédient de parti? Alors c'est un abandon des principes, on un avec que les matériaux dont le parti républicain est composé ne peuvent inspirer confiance. En d'autres termes, c'est dire qu'il ne faut pas se fier à la race de couleur.

"Cette action de l'Assemblée générale sera regardée encore comme plus remarquable quand on la rapprochera de ce qui semble avoir été l'opinion presque unanime des membres influents du parti républicain de l'Alabama. La plupart croyaient qu'il le donnera à Washington qu'une grande partie de la population votante de l'Etat était en faveur de la nouvelle constitution. C'était comme si on eût dit que le parti républicain était dans une grande majorité dans l'Etat, car il est très connu que les républicains seuls favorisaient la constitution. Alors si le parti est ainsi dirt, ce qui a supposé, la nécessité des expédients de parti n'existe pas; mais quand même elle existerait, nous ne serions pas justifiés d'y avoir recours.

"Bien que je désire beaucoup l'élection de Grant et de Colfax, je ne veux pas, pour atteindre ce but désirable, participer à un plan qui, en pratique et en réalisation des véritables principes pour lesquels nos porte-drapeaux se présentent engagés devant le pays.

Mais, dira-t-on, l'exaltation du parti démocratie ne nous permettra peut être pas d'avoir une élection paisible, et nous n'avons recours à cette mesure que dans l'intérêt de la paix. S'il en est ainsi, c'est un recul de notre part, et un avec tactic que nous ne sommes pas en état de nous protéger contre la minorité. Je ferai respectueusement observer que le parti républicain ne doit pas s'exposer à des commentaires peu flatteurs, pour ne pas dire au ridicule qui résulteront de cette position.

A ce propos, on peut demander avec raison: S'il n'y a pas de sûreté à avoir une élection maintenant, quand y en aura-t-il? Si nous attendons que la presse et que les orateurs démagogues cessent d'employer un langage violent et injurieux, il n'est pas probable que le moment vienne jamais d'avoir une élection paisible, et, pour être logiques, nous devrions éviter à l'avenir toutes les élections.

Ce pouvoir, pour-dire, contenir, avec une certaine apparence de raison, que si nos adversaires politiques avaient le pouvoir que nous possédons, ils ne manqueraient à assurer les bons votes électoraux de l'Alabama pour Seymour et Blair. Mais est de que la présomption que les démocrates, s'ils avaient le pouvoir, prieraient le peuple du droit de voter, nous autorise à le faire? Il me semble que tout homme franc doit répondre non!

Le maintien de la Paix dans l'Etat.

Il y a eu, hier soir, une importante réunion au bureau du gouverneur, dans le but d'aviser aux moyens de préserver la paix et l'ordre dans l'Etat pendant la campagne présidentielle.

La réunion, due à l'initiative du comité central démocratique, se composait du gouverneur, de MM. J. O. Nixon et Geo. W. White, membres du comité démocratique nommé spécialement dans ce but (le troisième, M. Brice, étant absent), de MM. E. Lee et J. Reynal, du comité du parti radical, (le troisième, M. McMillan, étant absent), et des citoyens dont les noms suivent, qui étaient venus sur invitation: Ex-gouverneur Flanders, juge Howe, général Sheldon, Michael Hahn, Col. Ch. Jones, gén Harry T. Haya, D. F. Kenner, James B. Eustis, Wm. M. Randolph, B. F. Jonas, Col. J. B. Walton, écuteur Ray, M. Morey, M. Bigney, etc.

Le gouverneur Warmoth a ouvert la séance par une courte harangue.

Aucun de ceux qui sont présents, a-t-il dit, ne serait disposé à admettre qu'il y ait personne plus anxieux que lui d'observer la paix. Mais les deux partis sont excités; les démocrates parce qu'ils croient que le gouvernement inaugural dans l'Etat est illégal, inconstitutionnel et opposé aux intérêts d'une classe de la population dont le bien-être doit être consulté, et les républicains parce qu'ils croient que les démocrates ont l'intention de mettre leur plans d'exécution en recourant à la violence si cela est nécessaire. Si on ne fait pas une tentative de conciliation, le conflit peut survenir et toutes les classes en souffriront.

"Je suis autorisé à dire que les républicains sont disposés à faire toutes les concessions raisonnables pour assurer l'harmonie, et je voudrais franchement que toutes les mesures, en dehors de la politique de parti, qui vous bien vont servir notre but, ne seront pas mises à exécution contre vous. Nous consentons à effacer de la Constitution de l'Etat tout article de nature à priver l'un de vous de droit de suffrage, et nos représentants au Congrès feront tout pour nous pour présenter au Congrès une pétition en votre faveur, pourvu que la paix puisse être préservée. Je parle ainsi parce que je suis sincère dans ce que je dis et que je sais sincère dans mes efforts pour assurer le bien de tous et pour maintenir la paix et l'ordre."

M. Eustis a répondu que la démocratie et les éléments conservateurs du pays ne comptaient rien faire que d'une manière constitutionnelle. Ils examinent avec sévérité les actes de la Législature et ils redoutent particulièrement la mise en opération du bill sur la milice comme oppressive et blessante. Il ne convient pas à un gouvernement d'Etat de porter un défi au sentiment public et de méconnaître les vœux du peuple, si ils ne sont pas conformes à ses opinions personnelles. En d'autres termes, c'est dire qu'il ne faut pas se fier à la race de couleur.

Mary Burke a été envoyée devant la cour criminelle.

VOL.—Des voleurs, entièrement inconnus, sont entrés jeudi soir chez M. Steinway, rue Jackson No 300, et ont enlevé plusieurs objets de valeur. On croit que dans ce quartier il y a une bande nombreuse de voleurs dont les uns épient le mouvement des familles et dont les autres profitent de leur sortie pour entrer dans les maisons et les piller.

TENTATIVE DE VOL.—Jeudi dernier matin, une tentative de vol avec effraction a été faite chez M. A. Lairy, au coin des rues St-André et Prytanée. Les voleurs ayant fait du bruit, M. Lairy s'en est aperçu et les coquins pour n'être pas reconnus se sont hâtés de prendre la fuite.

UNE FEMME ET SON ENFANT.—Jeudi, dans l'après-midi, une femme nommée Dina Anderson que son enfant avait mise en colère, lui a administré une punition si forte qu'il est possible que l'enfant y succombe. L'enfant a été conduit aux soins de Mme Connis assistée d'un médecin. Dina a été arrêtée.

IMPORTERS BONDED WAREHOUSE CO.—Les onze dernières actions, de $1,000 chacune, de cette Compagnie, se sont vendues hier au pair.

Législature de la Louisiane.

SÉNAT.—23 membres sont présents.

Le comité judiciaire rapporte un substitut pour le bill relatif à une cour additionnelle à la Nlle-Orléans. Toutes les affaires civiles seront jugées par la 7me cour du District.

Le comité sur les améliorations rapporte favorablement sur l'acte incorporant la compagnie de Chatanooga.

M. O'Hara (rad), présente une violente protestation contre l'action du Sénat qui confirme MM. Brangbn, Fonte et Ogden dans leurs siéges.

M. Wittgenstein demande que la protestation soit rendue à son auteur, attendu qu'elle est irrespectueuse.

M. O'Hara dit qu'il veut qu'elle soit insérée dans les minutes ou qu'elle lui soit rendue. Il pourrait la publier.

M. Wilcox, (rép.), dit qu'il objecte à toute protestation non convenable. Personne ne peut dire que j'ai été coupable de collusion ou de corruption, ou influencé par un motif non honorable quand j'ai donné mon vote.

M. Todd, (rép.), pour la même raison, s'oppose à l'insertion de la protestation.

La proposition de M. Wittgenstein est votée par 16 contre 9. Ainsi la pièce de M. O'Hara lui est rendue

M. Wilcox présente une résolution de censure contre O'Hara, pour avoir introduit une protestation irrépréhensible pour les membres. Déposé sur la table.

Un bill pour autoriser l'ex-gouverneur Wells à pourvoir l'Etat est référé.

Le bill de la Chambre pour diviser l'Etat en cinq districts congressionnels, a passé à l'unanimité.

Le bill du chemin de fer du Nord de la Louisiane et du Texas a passé finalement.

Le Sénat s'ajourne.

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS—58 membres répondent à l'appel.

Terry Hall, (couleur) d'Orléans, présente une résolution permettant à tous les contestants qui n'ont pu établir leur droit à la représentation, leur *per diem* à partir du premier jour de la session ainsi que le mileage. La résolution est les une fois.

Isabelle, (couleur) d'Orléans rapporte d'une manière favorable sur la résolution ordonnant que le drapeau des Etats-Unis sera arboré sur le faîte de la maison d'Etat pendant les sessions de l'Assemblée générale et sur le faîte de toutes les maisons de Cour dans les paroisses, pendant les sessions des Cours.

Kent, dém., de Ste Hélène, demande qu'on efface les mots "sur les maisons de Cour," la quelle motion est déposée sur la table.

Le comité des Chemins de fer rapporte défavorablement sur le bill portant l'interdiction de chars à vapeur sur la Levée. Le rapport est accepté et la bill est passé.

Brewster, rad., d'Ouachita, présente une série de résolutions en l'honneur de la mémoire de Thaddeus Stevens, exprimant sympathie pour sa famille (l'Union et les gouvernement fédéral exécution en recourant à la violence si cela est nécessaire. Si on ne fait pas une tentative de conciliation, le conflit peut survenir et toutes les classes en souffriront.

"Je suis autorisé à dire que les républicains sont disposés à faire toutes les concessions raisonnables pour assurer l'harmonie, et je voudrais franchement que toutes les mesures, en dehors de la politique de parti, qui vous bien vont servir notre but, ne seront pas mises à exécution contre vous. Nous consentons à effacer de la Constitution de l'Etat tout article de nature à priver l'un de vous de droit de suffrage, et nos représentants au Congrès feront tout pour nous pour présenter au Congrès une pétition en votre faveur, pourvu que la paix puisse être préservée. Je parle ainsi parce que je suis sincère dans ce que je dis et que je sais sincère dans mes efforts pour assurer le bien de tous et pour maintenir la paix et l'ordre."

M. Eustis a répondu que la démocratie et les éléments conservateurs du pays ne comptaient rien faire que d'une manière constitutionnelle. Ils examinent avec sévérité les actes de la Législature et ils redoutent particulièrement la mise en opération du bill sur la milice comme oppressive et blessante. Il ne convient pas à un gouvernement d'Etat de porter un défi au sentiment public et de méconnaître les vœux du peuple, si ils ne sont pas conformes à ses opinions personnelles. En d'autres termes, c'est dire qu'il ne faut pas se fier à la race de couleur.

"Cette action de l'Assemblée générale sera regardée encore comme plus remarquable quand on la rapprochera de ce qui semble avoir été l'opinion presque unanime des membres influents du parti républicain de l'Alabama. La plupart croyaient qu'il le donnera à Washington qu'une grande partie de la population votante de l'Etat était en faveur de la nouvelle constitution. C'était comme si on eût dit que le parti républicain était dans une grande majorité dans l'Etat, car il est très connu que les républicains seuls favorisaient la constitution. Alors si le parti est ainsi dirt, ce qui a supposé, la nécessité des expédients de parti n'existe pas; mais quand même elle existerait, nous ne serions pas justifiés d'y avoir recours.

"Bien que je désire beaucoup l'élection de Grant et de Colfax, je ne veux pas, pour atteindre ce but désirable, participer à un plan qui, en pratique et en réalisation des véritables principes pour lesquels nos porte-drapeaux se présentent engagés devant le pays.

Mais, dira-t-on, l'exaltation du parti démocratie ne nous permettra peut être pas d'avoir une élection paisible, et nous n'avons recours à cette mesure que dans l'intérêt de la paix. S'il en est ainsi, c'est un recul de notre part, et un avec tactic que nous ne sommes pas en état de nous protéger contre la minorité. Je ferai respectueusement observer que le parti républicain ne doit pas s'exposer à des commentaires peu flatteurs, pour ne pas dire au ridicule qui résulteront de cette position.

A ce propos, on peut demander avec raison: S'il n'y a pas de sûreté à avoir une élection maintenant, quand y en aura-t-il? Si nous attendons que la presse et que les orateurs démagogues cessent d'employer un langage violent et injurieux, il n'est pas probable que le moment vienne jamais d'avoir une élection paisible, et, pour être logiques, nous devrions éviter à l'avenir toutes les élections.

Ce pouvoir, pour-dire, contenir, avec une certaine apparence de raison, que si nos adversaires politiques avaient le pouvoir que nous possédons, ils ne manqueraient à assurer les bons votes électoraux de l'Alabama pour Seymour et Blair. Mais est de que la présomption que les démocrates, s'ils avaient le pouvoir, prieraient le peuple du droit de voter, nous autorise à le faire? Il me semble que tout homme franc doit répondre non!

Le maintien de la Paix dans l'Etat.

Il y a eu, hier soir, une importante réunion au bureau du gouverneur, dans le but d'aviser aux moyens de préserver la paix et l'ordre dans l'Etat pendant la campagne présidentielle.

La réunion, due à l'initiative du comité central démocratique, se composait du gouverneur, de MM. J. O. Nixon et Geo. W. White, membres du comité démocratique nommé spécialement dans ce but (le troisième, M. Brice, étant absent), de MM. E. Lee et J. Reynal, du comité du parti radical, (le troisième, M. McMillan, étant absent), et des citoyens dont les noms suivent, qui étaient venus sur invitation: Ex-gouverneur Flanders, juge Howe, général Sheldon, Michael Hahn, Col. Ch. Jones, gén Harry T. Haya, D. F. Kenner, James B. Eustis, Wm. M. Randolph, B. F. Jonas, Col. J. B. Walton, écuteur Ray, M. Morey, M. Bigney, etc.

Le gouverneur Warmoth a ouvert la séance par une courte harangue.

Aucun de ceux qui sont présents, a-t-il dit, ne serait disposé à admettre qu'il y ait personne plus anxieux que lui d'observer la paix. Mais les deux partis sont excités; les démocrates parce qu'ils croient que le gouvernement inaugural dans l'Etat est illégal, inconstitutionnel et opposé aux intérêts d'une classe de la population dont le bien-être doit être consulté, et les républicains parce qu'ils croient que les démocrates ont l'intention de mettre leur plans d'